Acte administratif certifié exécutoire après réception en Sous-Préfecture le 1.6 SFP. 2022 et publication ou

notification le ... 1. 6. SEP... 2025

Accusé de réception en préfecture 062-216200402-20250916-2025-811-URBCV-AU Date de télétransmission : 16/09/2025

COMMUNE D'ARQUES

Monsieur le Maire

PRESCRIPTIONS RELATIVES A UNE DEMANDE DE POSE D'ENSEIGNE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE



Rossel Benoît ROUSSEL

| | DESCRIPTION DE LA DEMANDE | Référence dossier : n° 062 040 25 00008 |
|------------------------|--------------------------------|---|
| Déposée le | 21/07/2025 Complétée le | |
| Par: | M. Claude CODRON | |
| Demeurant à : | 33 rue Vauban | |
| | 59100 ROUBAIX | |
| Pour : | Installation d'une enseigne | |
| Sur un terrain sis à : | 40 rue Jules Ferry | |

Le Maire,

Vu la demande de pose d'enseigne susvisée,

62510 ARQUES

Vu la délibération n°D211-22 en date du 30 juin 2022 approuvant le Règlement Local de Publicité Intercommunal de l'ex-Communauté d'Agglomération de Saint-Omer, et notamment son article 5.2.3.

Vu le plan de zonage de publicité annexé à la délibération repris ci-dessus,

Considérant que le projet consiste en la pose d'une enseigne d'une surface totale de 0,49 m², représentant une superficie de 2,55 % de la façade.

Considérant l'article 1.5.2 alinéa 1 : Les enseignes sur façade (à plat (y compris sur auvent) et perpendiculaires cumulées) ne peuvent pas occuper plus de 15 % de la surface de la façade commerciale.

Considérant l'article 1.5.4 alinéa 5 : Les enseignes lumineuses (y compris derrière vitrine) doivent être éteintes dès la fermeture de l'établissement signalé et ce, jusqu'à sa réouverture.

ARRETE

<u>ARTICLE 1:</u> L'autorisation pour les travaux décrits dans la demande de pose d'enseignes susvisée, est accordée sous réserve du respect des prescriptions de l'articles 2.

ARTICLE 2 : Le déclarant s'engage à respecter l'article 1.5.4 :

Les enseignes lumineuses (y compris derrière vitrine) doivent être éteintes dès la fermeture de l'établissement signalé et ce, jusqu'à sa réouverture.

<u>ARTICLE 3</u>: La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification :

- Soit d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire.
- Soit d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif, en l'occurrence le Tribunal Administratif de Lille, 5 rue Geoffroy Saint Hilaire, CS 62039 59147 LILLE cedex.

Observations:

Maire de la commune d'ARQUES

L'enseigne devra être équipée d'un dispositif de coupure d'alimentation électrique accessible departs l'extérieur du local, permettant une mise hors tension rapide en cas de nécessité.

9 sept. 2025

Le pétitionnaire est informé que l'installation de l'enseigne pourra être assujettie à la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE).

La collectivité se réserve le droit de procéder à un récolement après la pose de l'enseigne. L'installation devra être strictement conforme aux caractéristiques indiquées dans la demande d'autorisation.